

L'ETAT ET LA SOCIETE EN AFRIQUE

By

P. ANYANG'NYONG'O*

Quels sont le caractère et la nature de l'Etat dans les sociétés post-coloniales ? Quelles relations existe-t-il entre l'Etat et la Société ? Y-a-t-il une classe spécifique dont les intérêts économiques prévalent sur ceux des autres classes, qui exerce un pouvoir politique sur la société et mérite donc l'appellation de : classe dirigeante dans ces sociétés ? Que fait cette classe lorsqu'elle est au pouvoir : gouverne-t-elle tout simplement par la force en s'alliant à d'autres ; ce qui lui confère un caractère légitime ? ou monopolise-t-elle tous les instruments du pouvoir et oblige-t-elle ainsi toutes les autres classes sociales à s'incliner devant elle par crainte et par respect ?

Les questions précédentes soulèvent des points autour desquels se sont articulées les discussions entre Marxistes sur la nature et le caractère de l'Etat en général. Cependant nous allons nous limiter aux aspects de ce débat qui concernent directement l'Etat moderne en Afrique au Sud du Sahara. Nous traiterons peut-être plus tard les questions posées par Perry ANDERSON (1) et d'autres auteurs qui ont récemment passé en revue les théories marxistes de l'Etat ; puis nous statuerons sur leur utilité dans l'analyse de la situation en Afrique (2).

PROBLEMATIQUE DE L'ETAT DANS LES SOCIETES POST-COLONIALES

Dans une étude qui influe de plus en plus sur les discussions relatives à l'Etat en Afrique post-coloniale, Hamza ALAVI (3) avançait les hypothèses suivantes : 1) Lors de l'accession à l'indépendance, toute colonie dotée d'une bourgeoisie faible et sous développée sera incapable d'assurer le contrôle de l'appareil d'Etat colonial assez développé grâce auquel la puissance Métropolitaine avait exercé sa domination sur la colonie en question. Cependant, en raison de la nouvelle convergence d'intérêts des trois classes possédantes rivales, *sous le patronage de la Métropole*, une oligarchie de type bureaucratique-militaire parviendra à servir de médiateur entre ces intérêts et ces doléances compétitifs et non plus opposés. L'Etat acquerra ainsi une autonomie relative et ne sera plus un simple instrument au service d'une des classes (possédantes et rivalisantes) suivantes : la bourgeoisie locale, les bourgeoisies métropolitaines néo-coloniales et les classes terriennes. Cette autonomie relative de l'appareil d'Etat revêt une importance toute particulière pour les bourgeoisies néo-coloniales *qui grâce à ce fait* sont en mesure de poursuivre leurs intérêts de classe dans les sociétés post-coloniales.

En d'autres termes, (a) *la classe dirigeante* est en réalité une alliance de classes composée des trois classes possédantes ; (b) elle est cependant une classe *dépendante* car elle doit sa place au patronage de la bourgeoisie métropolitaine ; (c) les trois classes se font la concurrence, cependant leurs intérêts ne sont pas opposés ; (d) pour préserver cette « communauté

* Coordinateur El Colegio De Mexico, AC MEXICO.

d'intérêts», le maintien et la reproduction d'un ordre permettant à leurs intérêts d'être préservés et de se reproduire s'imposent. Ces intérêts sont : l'appropriation des surplus, l'exploitation de la main-d'œuvre, la vie dans l'aisance, l'exercice du pouvoir politique, un rang social élevé, etc... (e) mais c'est précisément cette *concurrence* entre les classes dirigeantes qui, en dernière analyse, offre la possibilité à l'Etat – en tant que forme organisée du pouvoir social au sein d'une société – de prendre des mesures pour reproduire les conditions nécessaires au maintien de l'autonomie relative des privilèges économiques et sociaux propres à chacune des classes au pouvoir. L'Etat est pour ainsi dire, selon les expressions de MARX et ENGELS, *Leur Etat*, – un comité exécutif chargé de gérer leurs *affaires communes* – sans pour autant être *un instrument à leur service*. La réalité de la concurrence procure à l'Etat une autonomie relative vis-à-vis de toutes les classes. 2) La seconde hypothèse avancée par ALAVI était la suivante : du point de vue marxiste classique, l'on ne peut considérer le pouvoir militaire et la bureaucratie dans les sociétés post-coloniales comme de simples instruments au service d'une *seule* classe. La particularité des alignements structurels tenant aux liens coloniaux et les réalignements apparus au cours de la période post-coloniale ont conféré une plus grande complexité aux relations entre l'Etat et les classes sociales. Il existe sur le plan historique une différence nette entre les deux modèles. Dans les sociétés occidentales, l'Etat-Nation a été instauré – bien que le processus ait varié selon qu'il s'agissait de l'Angleterre ou de la France, de l'Italie ou de l'Allemagne (4) – *par les bourgeoisies locales* une fois que leur autorité s'est affirmée ; et ce, en vue de mettre en place une législation et diverses institutions essentielles à l'établissement de rapports de production capitalistes. Dans les sociétés coloniales, le processus a été sensiblement différent. Comment ?

a) L'Etat bourgeois et les super-structures juridiques et institutionnelles dont il s'assortit sont créés dans le cadre de la «révolution bourgeoise» dans la colonie ; en d'autres termes une société civile est créée par la bourgeoisie métropolitaine qui impose ainsi ses intérêts aux formations sociales pré-capitalistes.

b) Il s'ensuit une reproduction de la super-structure de l'Etat métropolitain dans la colonie où il n'existe pas encore de fondement social pour un état capitaliste, c'est-à-dire, un contexte social favorable à l'évolution de ces super-structures.

c) L'Etat colonial exerce par conséquent son autorité sur toutes les classes sociales locales et constitue l'instrument de domination, *par excellence*, de la bourgeoisie métropolitaine.

d) Cet Etat très développé (bureaucratie, militaire, législation, idéologie, fonctionnaires) survit au colonialisme et devient l'instrument de domination des nouvelles classes locales au pouvoir. Dans la majorité des cas il continue à recevoir des subventions de la (des) puissance(s) Métropolitaine(s) pour ses activités ; ainsi la dépendance de cette classe dirigeante paraît à tous de manière évidente. Depuis l'indépendance, l'appareil d'Etat continue à être une charge extrêmement lourde pour la société : l'on équipe les armées d'avions mirages, les président de hordes d'informateurs secrets et les ministres de l'information de puissantes stations émettrices en vue de répandre leur propagande dans toutes les cases ; et l'entretien de ce monstre

l'extraction des surplus auprès des paysans pauvres dont la majorité vit au-dessous du seuil de pauvreté défini par la Banque Mondiale.

e) Les politiciens civils (nationalistes) qui ont lutté pour obtenir leur indépendance, se trouvent extrêmement limités dans leurs actions non pas seulement en raison du caractère néo-colonial de l'économie (qui entraîne la dépendance) mais également à cause de la nature néo-coloniale du gigantesque appareil d'Etat de type bureaucratie-militaire (structuré de façon à reproduire la dépendance). L'Etat est pour ainsi dire néo-colonial de par son évolution et de par sa structure. Cependant, quelle que soit la conjoncture, divers types de régimes peuvent s'instaurer dans un tel Etat en fonction du niveau atteint par les luttes de classes et du développement des contradictions sociales. ALAVI n'a fait référence qu'à «l'oligarchie bureaucratique-militaire» – type de régime qui se rapproche considérablement de celui des deux sociétés qu'il a citées en exemple : Le Pakistan et le Bangladesh. Nous estimons cependant qu'il convient de faire une distinction entre *l'Etat néo-colonial* et les divers *types de régimes* qui pourraient en être l'expression dans n'importe quelle conjoncture donnée. ALAVI a en quelque sorte fait une confusion entre la définition générale de l'Etat néo-colonial et les alliances de classes, et «les pactes de domination» qui caractérisent la politique de certains régimes néo-coloniaux.

C'est précisément parce que la (les) bourgeoisie (s) locale (s) accède (nt) au pouvoir politique avant de parvenir au pouvoir social qu'elle (s) se sert (servent) de l'Etat pour conquérir celui-ci. Dans ces sociétés, affirme Ralph MILIBAND, «l'Etat se représente lui-même en ce sens que les responsables de l'appareil d'Etat se servent en général de leur pouvoir pour, entre autres, promouvoir leurs propres intérêts économiques et ceux de leurs familles, de leurs amis et sympathisants, ou de leurs clients. Un processus d'enrichissement se déclenche sous des formes très variées...» – selon le type de régime en place –, qui débouche sur une prolifération d'entreprises et d'activités économiques (5) – variant également en fonction du type de régime. «Une véritable bourgeoisie locale naît *parfois* au cours de ce processus» ajoute MILIBAND «et s'affermi tout en maintenant des liens étroits avec l'Etat et ses responsables qui, eux-mêmes, appartiennent à la nouvelle bourgeoisie». (6)

Par conséquent, dans le contexte néo-colonial, il y a une intervention dans l'ordre des pouvoirs *économique* et *politique* : «ce n'est pas le pouvoir économique qui engendre le pouvoir et l'influence politiques. Ce n'est pas lui non plus qui guide la prise de décision politique. C'est plutôt à partir du pouvoir politique (qui, ici, prend également le sens de pouvoir administratif et militaire) que se forme une classe économique puissante qui, avec le temps, peut devenir une classe dominante. L'Etat apparaît donc ici comme la source et l'instrument du pouvoir économique : le pouvoir d'Etat est un moyen de production essentiel. (7) L'Etat maintient-il donc son «autonomie relative» par rapport aux classes dominantes qui rivalisent si, comme l'affirme MILIBAND, ceux qui occupent des postes gouvernementaux doivent en faire usage pour *s'enrichir directement*, et enrichir leurs amis, leurs parents et leurs partisans ?

MILIBAND, contrairement à ALAVI, nie l'existence d'une classe bourgeoise dominante dans une formation sociale néo-coloniale (au début des indépendances politiques officielles). « Cette classe est encore en pleine formation », d'après lui. Il est parfaitement possible, évidemment, de relever dans tous ces pays, outre les grandes industries étrangères qui y existent peut-être et qui forment des « poches de grandes entreprises », dans un contexte sous-développé, des entrepreneurs et des commerçants dispersés un peu partout. Mais l'on ne peut pas dire sérieusement de ceux-ci qu'ils constituent une classe dominante sur le plan économique (8).

A cet égard le point de vue de MILIBAND se rapproche beaucoup plus du nôtre. Nous avons avancé ailleurs (9), que l'existence de capitalistes dans une société (propriétaires de moyens de production, employeurs, usurpateurs de la plus-value et accumulateurs de capitaux — c'est le cas des 'capitalistes de la périphérie' dans une mesure très limitée) n'impliquait pas automatiquement celle d'une classe bourgeoise dominante dans cette société. D'après Samir AMIN (10), il est nécessaire de faire une distinction entre une bourgeoisie nationale et une bourgeoisie comprador (le terme comprador vient du verbe espagnol 'comprar' : acheter. Il s'agit donc d'une bourgeoisie que l'on rencontre beaucoup plus dans le monde du commerce que dans le secteur de l'industrie). La bourgeoisie nationale est une classe qui a su établir son hégémonie sur les autres classes et qui (1) *contrôle* donc la reproduction de la force de travail (d'où la stratégie de « développement » et notamment l'équilibre rural-urbain, la production alimentaire etc...); (2) *contrôle* l'extraction du surplus et sa répartition ; (3) *contrôle* le marché; (4) *contrôle* la technologie dans une certaine mesure. La bourgeoisie comprador est celle qui, ne *contrôlant pas dans des proportions raisonnables les domaines ci-dessus énumérés*, se voit forcée d'accepter une *position subalterne* dans le cadre de l'« interdépendance » qui caractérise le monde.

Il importe aussi d'employer le 'terme — concept' de 'bourgeoisie' avec ses connotations socio-politiques. Etre capitaliste ne veut pas nécessairement dire être un « bourgeois » à part entière : il existe de nombreux lumpen-capitalistes et de nombreux paysans capitalistes qui ne sont d'aucune utilité pour la bourgeoisie dans leurs luttes de classes. L'on rencontre parallèlement un grand nombre de 'gentlemen à l'esprit bourgeois' qui constituent ce que l'on pourrait appeler une 'classe Tampon' entre les exploiters de travailleurs salariés et une 'classe ouvrière dotée d'un potentiel latent de furie'. Nous estimons, quant à nous, qu'une bourgeoisie émerge d'un monde de capitalistes lorsque, sur le plan politique (luttes de classes), ceux-ci parviennent à imposer leurs « intérêts communs » et contrôlent en même temps la voie du progrès économique et social. Comme Kwame AMOA (11) l'a si bien relevé, ce progrès social n'a pas besoin d'avantager toutes les couches sociales : cela n'a jamais existé dans l'histoire du Capitalisme. La mission historique du Capital n'est pas de développer le milieu dans lequel il se trouve, mais plutôt de se développer lui-même sous l'impulsion de la maximisation du profit. Là où le milieu, c'est-à-dire les classes locales dominées, est inclus dans ce développement, c'est toujours par suite de contrainte — l'existence d'obstacles politiques dans le milieu ; entre autres, les syndicats et autres formes de pression politique contre l'exploitation capitaliste.

Mais la différence entre le capitalisme des pays industriels avancés et celui de la périphérie réside dans le fait que, sur le plan historique, la bourgeoisie des pays capitalistes développés était en mesure de faire face, aux niveaux politique et économique, à la pression exercée par les classes inférieures en associant en grande partie ces classes dominées aux «avantages» qu'apporte le progrès capitaliste. C'est précisément en raison du contrôle qu'elle exerçait sur les éléments énumérés ci-dessus, que la bourgeoisie comprador pouvait faire des concessions réformistes réduisant le paupérisme et la misère au lieu d'en faire les constantes du «progrès capitalistes» (appelé, à bon escient, sous-développement) tel que c'est le cas actuellement en Afrique au Sud du Sahara. Dans les situations où le développement capitaliste a tendance à réduire de plus en plus les hommes à une apuvreté abjecte, il est donc possible que les formes d'Etat et de régime qui voient le jour ne soient pas nécessairement marquées par les «compromis de classe» que l'on associe en général au développement du capitalisme occidental. Comment gouvernent donc les classes au pouvoir dans ces circonstances, par exemple dans les sociétés africaines post-coloniales ?

La classe dominante dans les sociétés africaines post-coloniales est la(les) bourgeoisie(s) métropolitaine(s) et c'est sa prédominance, sa suprématie sur le capitalisme mondial en général que l'Etat impose systématiquement (12). Ceci n'empêche pas cependant les classes locales dirigeantes (ou au pouvoir) d'essayer systématiquement de se servir de leur autorité au niveau de l'Etat (en tant que «pacte de domination» au sein de l'Etat-Nation) pour promouvoir leurs propres intérêts de classe.

L'Etat néo-colonial est une institution bien délimitée dans laquelle les capitalistes locaux en tant que classe dirigeante sont habilités à prendre des mesures allant dans le sens des intérêts du Capital, et ce faisant, dans leurs propres intérêts (13). Bien qu'il ne soit pas autonome, l'on se rend compte que grâce à sa souplesse il peut s'adapter à divers types de régimes et à toutes les mesures offrant aux compradors locaux la possibilité de devenir puissants et d'assurer une direction politique. C'est seulement dans les cas où les véritables intérêts du Capital sont menacés (soit par la négligence, l'inefficacité, la corruption ou le nationalisme économique agressif des compradors, ou par une tentative des masses populaires pour prendre le pouvoir — cf. les cas du Zaïre sous le régime de MOBUTU et le Ghana sous le second régime de RAWLINGS) que celui-ci intervient par le biais du F.M.I. ou des «greenboats» pour remettre de l'ordre. Ces limites assez souples facilitent les interventions du F.M.I. et de divers types de régimes dans la mesure où le système d'Etat néo-colonial est préservé.

Toutes sortes de conflits apparaissent alors en général d'une conjoncture à l'autre ou d'une néo-colonie donnée à l'autre, entre les capitalistes locaux et les bourgeoisies étrangères ; entre les capitalistes locaux et les masses ; entre les masses et leurs oppresseurs capitalistes. C'est à ce fait que nous devons la variété de régimes politiques que l'on rencontre en Afrique. Mais il convient de ne pas voir dans cette variété différentes formes d'Etat ; il y a des différences entre les types de régimes, ce qui ne change en rien le caractère néo-colonial des états dépendants (14).

Dans le contexte du néo-colonialisme un régime contribue parfois à une organisation de l'économie favorable au Capital étranger au détriment des intérêts du Capital local, selon le degré atteint par la lutte des classes et le régime politique en place; à d'autres moments il apporte son assistance aux capitalistes locaux, délaissant les capitalistes étrangers (15). Cependant jamais il n'abandonnerait sa mission de protecteur des intérêts capitalistes pour se mettre au service des masses populaires, des travailleurs et surtout des paysans. Lorsque les masses populaires menacent de détruire le Capital (de tous les Capitalistes) ou de se l'approprier, l'Etat est obligé de préserver, en dernière analyse, les intérêts du Capital étranger.

Après avoir traité quelques-uns des sujets à controverse relatifs à la nature et au caractère de l'Etat néo-colonial, nous allons faire une esquisse de l'Etat et une typologie des régimes politiques qui ont vu le jour en Afrique dans le cadre de cet Etat.

TYPES D'ETATS ET DE REGIMES EN AFRIQUE

En résumé l'Etat moderne en Afrique est un Etat capitaliste à caractère néo-colonial : il est doté d'institutions, d'appareils, de méthodes et d'une idéologie qui soutiennent l'ordre social capitaliste. En tant que capitaliste, l'Etat est un phénomène ayant des incidences sur un territoire bien précis : l'Etat-Nation. Par exemple les gens se déplacent avec des passeports portant le nom d'un Etat spécifique ; ils appartiennent à cet Etat en qualité de *citoyens* ayant des droits et des devoirs qui les enchaînent à des lois particulières et qui les libèrent de certaines obligations essentielles. En théorie, l'Etat ne dépend des intérêts d'aucun individu et semble représenter ceux de la nation entière. En pratique, il protège les intérêts des classes dominantes sur le plan économique et capables de se servir du pouvoir d'Etat pour modifier l'ordre juridique et par la même occasion redéfinir les lois que l'Etat devrait soutenir. Lorsque des lois et des décrets adoptés par l'Etat semblent favoriser ouvertement les intérêts de certaines couches parmi les classes de domination, celles-ci s'efforcent de les justifier en disant qu'en dernière analyse, ils sont fonctionnels pour l'ensemble de la société. Il importe de justifier constamment les conséquences des mesures prises par l'Etat, dans le cadre de l'exercice du pouvoir politique — que ce soit en condamnant à mort des voleurs armés ou en déclarant un Président élu à l'unanimité sans avoir procédé à quelque élection que ce soit — par le fait qu'elles vont dans le sens des intérêts de la société en général.

A la différence de l'Etat dans les sociétés capitalistes avancées, l'Etat néo-colonial *n'a pas de classe locale dominante et indépendante jouissant d'une suprématie sur la société* ; et par conséquent il y a constamment rupture ou désarticulation entre l'Etat et la société civile. Cette désarticulation apparaît par exemple dans le fait que les images populaires proposées comme idéologies pour donner un caractère légitime à l'Etat ne sont pas renforcées par les politiques réellement pratiquées par l'Etat. Les idéologies qui dans la plupart des néo-colonies de l'Afrique donnent un caractère légitime à l'Etat sont en général enracinées dans la *tradition libérale-démocrate*. En raison de la politique de nationalisme fondée sur la mobilisation des masses, ces idéologies ont également tendance à être très imprégnées

de *populisme*. En pratique cependant, peu d'états ont la possibilité de poursuivre des politiques économiques populistes ou encore de maintenir des méthodes libérales – démocrates de gouvernement. Dans les pays occidentaux, la dynamique économique donne de la crédibilité à l'éthos libéral-démocrate ; en Afrique, par contre, l'incapacité de l'Etat à protéger même la vie de ses citoyens (les famines sont fréquentes, les guerres civiles menacent souvent la viabilité de l'Etat-Nation par suite de conjonctures économiques difficiles, etc...) sans oublier son incapacité à tempérer la gravité des conflits de classes par des programmes d'indemnités de chômage par exemple, constitue une entrave pour l'Etat dans sa recherche de légitimité par l'adoption d'une idéologie populiste ou libérale-démocrate. Face à la réalité socio-économique concrète, ce type d'idéologie ne fait que réduire la marge de crédibilité que les masses populaires accordent au régime. Les problèmes posés par le développement du capitalisme dans les néo-colonies au moment où le développement général du capitalisme était dans sa phase impérialiste expliquent en grande partie pourquoi ces idéologies «ne tiennent pas».

Le Développement Capitaliste implique une socialisation accrue du Travail et une augmentation constante de la production de biens pendant que les détenteurs du Capital veillent à accumuler celui-ci. Au cours de ce processus – *la plus grande partie de la population* (et non la population entière) est associée au rapport Capital – Travail sans pour autant être dans la misère ou la pauvreté totale. En tant que tel, bien que le développement du Capital assure tout d'abord le bien-être du capitaliste, il apporte également aux classes opprimées un nouveau mode de vie amélioré ; ce qui permet au message : 'régimes capitalistes pour le bien de tous', de bien pénétrer l'esprit de ceux qui suent quotidiennement pour l'accumulation du Capital par d'autres. Mais là où le règne du Capital n'aboutit ni à la socialisation accrue du Travail, ni à l'accroissement permanent de la production de biens, ni à l'amélioration des conditions de vie des classes dominées, il est difficile d'assurer la suprématie du Capital sur le Travail. C'est le cas de l'Afrique. Les capitalistes règnent en général mais dans une situation de «vide hégémonique». Les classes dominantes constituent des régimes de 'pactes de domination' divers dont certains sont des 'régimes présidentiels' puissants et d'autres des régimes civils et militaires peu confiants et semant la terreur. Nous allons procéder à l'analyse de ces 'pactes de domination', et voir comment ils naissent, en nous référant à une situation que nous connaissons particulièrement bien, celle du Kenya.

En raison des conflits sociaux entre les classes (difficultés à préserver la cohésion au sein du pacte de domination, et évolution constante de la conjoncture économique et politique internationale à cause de la crise que traverse l'impérialisme), ces pactes de domination ont tendance à se rompre de temps à autre ; ce qui a abouti à de fréquents changements de régimes par l'intermédiaire de *coups* d'état militaires, de coups d'état dans les palais présidentiels ; à l'auto-proclamation de révolutions et à l'effondrement quasi-total d'Etat-Nations. Il convient donc de chercher l'explication de si nombreux coups d'état militaires en Afrique non pas dans le postulat selon lequel la tendance des militaires à «intervenir dans la

politique» dans les pays en développement, serait la source de ces problèmes, mais plutôt en posant la question de savoir pourquoi les 'pactes de domination' — dans des situations de «vide hégémonique» marquées par un capitalisme rétrograde — ont tendance à engendrer souvent des changements de régimes politiques. Une distinction s'impose, à ce niveau, entre *hégémonie* et *pacte de domination*, deux notions clés permettant de faire la différence entre l'Etat dans les sociétés capitalistes néo-coloniales peu avancées et l'Etat dans les sociétés capitalistes développées.

HEGEMONIE ET 'PACTE DE DOMINATION'

Dans les formations sociales des sociétés capitalistes avancées, la classe dominante pratique en général une *politique d'hégémonie*. Dans ces formations sociales, la domination d'une classe sur les autres ne peut être simplement réduite à un acte de *force*, de violence ou de répression. Le sens premier de domination et celui qu'il a retenu des traditions (passées) et de la culture politique qui s'est transmise d'une génération à l'autre est celui du 'consentement *actif*' (16) des classes dominées. Dans les formations sociales néo-coloniales, le consentement que la classe dominante obtient des classes dominées est toujours de nature conjoncturelle (exemple : pendant les brèves périodes de transition d'un gouvernement à un autre). Par contre les masses populaires, tenues à l'écart du processus politique et exhortées surtout à être loyales, sont en général indifférentes aux événements quotidiens lorsqu'elles ne sont pas engagées dans une lutte *active* contre le régime.

Dans les sociétés capitalistes avancées, la bourgeoisie en tant que classe organisée à l'échelle mondiale, impose sa vision du monde à la société et lui fait adopter par conséquent une conscience idéologique et une conception de la réalité particulièrement bourgeoises. Ainsi, les conceptions populaires de propriété privée, de succès, de justice, d'équité, de bon gouvernement, de légitimité, de démocratie, d'obligation sociale, de rébellion, de terrorisme, de révolution, de Marxisme, de socialisme, et de l'Homme sont essentiellement bourgeoises. C'est ce qu'ont démontré de façon plus que satisfaisante les études sur le comportement et les sondages d'opinion menés aux Etats-Unis (17). Ces *croyances communes*, ces différents degrés d'*intégration sociale* ou ce que l'on a appelé *culture politique* des sociétés capitalistes avancées forment ensemble l'idéologie hégémonique bourgeoise qui pousse les classes dominées à accorder leur consentement actif à la domination de la bourgeoisie.

Dans quelles conditions peut-on *implanter* dans la société ce type d'hégémonie bourgeoise ? Seule l'étude du processus d'émergence de cette hégémonie dans les pays capitalistes développés va nous permettre de répondre à cette question. L'examen de l'histoire des pays occidentaux nous conduit à avancer l'hypothèse suivante : dans les situations où le succès économique est greffé sur le pouvoir politique et où le fait d'occuper un poste gouvernemental est associé à des privilèges économiques (accumulation de capital, richesse, propriété), la classe dirigeante a des difficultés à mettre au point une idéologie qui pousserait les classes à donner leur consentement actif. En Tanzanie, par exemple, l'*Ujamaa*, en tant qu'idéologie

populiste parvint à obtenir effectivement le consentement actif des masses populaires pour le régime au pouvoir, pendant une brève période après la Déclaration d'Arusha en 1967. Mais une fois que les masses comprirent que leur situation économique n'avait pas vraiment changé depuis l'instauration de ce «socialisme», et que les postes gouvernementaux procuraient des avantages économiques à la classe au pouvoir, elles commencèrent à considérer ce «socialisme» sous un angle sceptique. L'indifférence s'installa alors et le régime devint de plus en plus intolérant envers ceux qui critiquaient son «socialisme» à cause de son illogisme interne et des contradictions entre les théories énoncées et la pratique.

Dans les sociétés néo-coloniales, les classes dirigeantes incapables d'assurer leur suprématie, ne peuvent diriger que par le truchement de pactes de domination. Le pacte de domination est une alliance – dont on ne connaît pas vraiment la force interne – d'individus représentant les forces sociales les plus importantes d'une société, telles qu'elles sont définies par la classe dominante elle-même. C'est à ces individus qu'incombe la tâche, en tant que représentants de la nation (quelle que soit la façon dont ils ont été sélectionnés), d'obtenir le consentement populaire (et par voie de conséquence, le soutien) pour le régime. C'est ainsi que des individus sont nommés à des postes gouvernementaux non pas en tant qu'individus, mais en qualité de représentants de divers groupes d'intérêts que le régime estime essentiels à la création d'un pacte solide de domination politique dans la société. Si dans cette équation, d'autres forces sociales qui se sentent ignorées parviennent à faire surface – comme c'est toujours le cas dans une conjoncture économique en mutation perpétuelle – le pacte de domination peut alors facilement perdre sa mainmise sur la société et l'effondrement ou de fréquentes périodes d'instabilité de régimes peuvent s'ensuivre. C'est dans le cadre de cette problématique qu'il nous est possible de mieux appréhender les instabilités de régimes en Afrique (et donc les fréquents changements de gouvernements tout en préservant l'Etat dans sa forme néo-coloniale).

ETAT, TYPES DE REGIMES ET LUTTE DE CLASSES AU KENYA

Nous n'avons pas la prétention dans une étude de ce genre, de faire un compte-rendu adéquat de l'histoire du Kenya depuis son indépendance. Ce travail a déjà été accompli avec compétence par Colin LEYS dans un ouvrage qui reste parmi tant d'autres, le plus informatif sur l'économie politique du Kenya après la colonisation (18). Nous choisirons certains points importants relevés par LEYS, qui nous serviront d'illustrations à certains problèmes théoriques traités dans cette étude.

En partant du point de vue de Kwame NKRUMAH sur le néo-colonialisme, LEYS préfère traiter le néo-colonialisme «non pas tout simplement comme une politique impérialiste de forme particulière, applicable aux ex-colonies... mais aussi comme une forme particulière de vie politique, sociale et économique – ou de lutte de classes – propre à certaines anciennes colonies. Dans ces colonies nous classons celles où la transition entre le colonialisme et l'indépendance (ou indépendance politique formelle) a permis au pouvoir politique d'être *transféré* assez efficacement

à un régime fondé sur le soutien de classes sociales ayant des liens très étroits avec les intérêts étrangers représentés antérieurement par l'Etat colonial» (20). Le néo-colonialisme est ainsi perçu par NKRUMAH comme une 'étape' de l'histoire de l'impérialisme mais ce n'est pas 'la dernière étape de l'impérialisme' selon LEYS. «Le néo-colonialisme est, à mon sens, une étape qui, de par sa nature interne, va probablement engendrer d'autres formes d'impérialisme par suite de l'inter-action des deux processus suivants. Premièrement, le néo-colonialisme *reproduit et aggrave le sous-développement*; il donne lieu par conséquent à de nouvelles formes de luttes de classes qu'une domination indirecte et subtile peut ne pas juguler de façon adéquate ; des formes de domination plus directes et plus évidentes la remplacent alors. Deuxièmement, le processus du sous-développement néo-colonial ne peut que modifier, semble-t-il, et perturber les relations étroites au départ entre les classes dirigeantes locales et les classes dirigeantes étrangères ; relations qui en font le *trait essentiel*. Dans la plupart des cas cela veut dire que le néo-colonialisme peut engendrer des formes de 'développement capitaliste dépendant' qui s'écartent de plus en plus de l'ancien 'système colonial' (21).

Ainsi, l'indépendance avait-elle pour ainsi dire placé les nationalistes africains devant un *fait accompli*: un lien structurel avec l'impérialisme qu'ils ne pouvaient rompre qu'en dénonçant toutes les conditions dans lesquelles l'indépendance formelle avait été «accordée efficacement». L'on peut dire brièvement, de cette relation structurelle, qu'elle se compose des éléments suivants :

1) l'intégration économique de la colonie à l'économie impérialiste en qualité de *dépendance*, alimentant les marchés de la Métropole en matières premières et consommant les produits manufacturés en provenance des industries métropolitaines. Ce rapport a été sensiblement modifié après la Seconde Guerre Mondiale, comme Geoffrey KAY l'a démontré avec les pays sous-développés (22) et comme Nicolas SWAINSON l'a fait en se référant spécialement au Kenya (23). Dès lors, il allait de l'intérêt de l'impérialisme de mettre au point des «industries de substitution à l'importation» dans les colonies. Le développement de ces industries a introduit évidemment de nouveaux éléments dans l'économie politique des colonies : l'expansion d'une classe ouvrière et la nécessité d'améliorer les «revenus ruraux» de façon à créer des marchés tout faits aux industries de substitution à l'importation dans les colonies mêmes. Une grande partie des bureaucrates éclairés des agences coloniales et les hommes d'affaires eux-mêmes se rendirent compte assez rapidement que le «progrès colonial» ne s'opposait pas aux intérêts impérialistes. Lord HAILEY avait déjà esquissé, dès 1939, les aspects du colonialisme qui étaient incompatibles avec «le développement de l'impérialisme» (24).

2) le second élément de ce lien structurel, qui découle logiquement du premier est la *liaison* des processus de formation de classes dans les colonies à l'histoire ou aux vicissitudes de l'impérialisme. Si par exemple les paysans dépendent du marché mondial pour la vente de leurs produits, le niveau de leurs revenus sera directement fonction des vicissitudes de ce marché. Si par ailleurs l'Etat dépend de l'imposition de la production paysanne pour financer ses propres affaires, il est lui-même limité par les

hauts et les bas de ce marché en fixant l'assiette fiscale. Compte tenu de l'absence de toute autre ressource à imposer, en raison de l'évolution de la structure de l'économie sur le plan interne, l'assiette fiscale sera largement liée aux ressources des paysans pauvres sur lesquels l'Etat exerce sa domination politique. Depuis la période coloniale jusqu'à nos jours de nombreuses études ont montré, notamment dans le cas du Kenya, comment la classe paysanne est celle qui a porté le fardeau du financement des dépenses effectuées par l'Etat, et par conséquent supporté le bien-être d'autres classes sociales qui ont eu plus de pouvoir ou plus d'emprise sur l'Etat (25).

3) Les sociétés néo-coloniales sont donc en grande partie des sociétés paysannes sur lesquelles s'est greffé le développement industriel sous l'impulsion de l'impérialisme. Après cette intégration sous forme de dépendances indispensables au système mondial du capitalisme, ces colonies font l'objet d'un grave blocage structurel lorsqu'elles essaient de créer des systèmes économiques satisfaisant plus les besoins des classes sociales locales que l'accumulation du Capital à l'échelle mondiale. Ainsi la naissance d'une bourgeoisie nationale engendre-t-elle comme pour un enfantement difficile autant de douleurs que les tentatives menées par une organisation révolutionnaire pour établir des « racines » qui lui permettront « d'échapper » au néo-colonialisme.

A l'époque où le nationalisme africain acquérait de la vigueur au Kenya vers la fin des années 40, les colons anglais avaient déjà pris une décision concernant la colonie : ils allaient organiser la passation du pouvoir aux indigènes, population majoritaire. Cependant les colons blancs constituaient un obstacle majeur. Cette 'tribu blanche du Kenya' craignait de perdre ses privilèges si les africains acquéraient une plus grande autorité politique dans l'administration de la colonie. Leur position de caste privilégiée avait été favorisée par leur influence sur l'administration coloniale. L'Etat colonial vota des lois permettant aux colons blancs d'acquérir le monopole de la partie la plus riche de la région agricole du Kenya. Après s'être appropriés cette terre appartenant aux paysans Kikuyu et Masaï qui y vivaient, les colons comptaient sur l'Etat colonial pour l'adoption de lois obligeant ces paysans à travailler pour eux en qualité de 'squatters' ou d'ouvriers avec un salaire très faible. Le système de l'imposition obligea la plupart des paysans, propriétaires fonciers ou non, qui ne cultivaient pas de produits commercialisables, de travailler pour les colons (26). Lorsque les paysans parvenaient à cultiver des produits agricoles tels que le maïs, ce sont ceux qui subventionnaient en réalité l'agriculture du colon car les offices de commercialisation étaient dirigés par les colons, et les différences de prix favorisaient les produits des colons. Ce sont ces colons qui ont vraiment tiré profit des recettes fiscales perçues par l'Etat colonial puisque les infrastructures physiques et sociales ont été créées en leur faveur. L'on peut dire finalement que l'exploitation des africains au Kenya pendant la période coloniale visait à préserver l'extravagance du mode de vie des colons (27) et à rémunérer le Capital commercial britannique qui dominait l'économie de cette époque (28).

Après la seconde Guerre Mondiale, le Capital commercial et colon fut supplanté dans sa suprématie sur la colonie par le Capital industriel et étranger, comme les nouvelles stratégies de l'impérialisme l'exigeaient (29). La révolte des Mau Mau contre le colonialisme fournit un prétexte à l'impérialisme britannique pour intervenir au Kenya, mettre en place un régime militaire, évincer les colons sur la scène politique, trouver les moyens de parvenir à un accord politique avec les nationalistes africains et préparer la transition au néo-colonialisme. Un grand nombre de commissions furent créées aux fins d'examiner les divers aspects de cette transition, et de recommander des 'programmes d'action' (30). Ces programmes furent exécutés avec rigueur ; et parmi ceux-ci l'africanisation de l'économie des colons et du système politique colonial (31) remporta le plus de succès.

Deux partis politiques africains majeurs virent le jour à la veille de l'indépendance : le Kenya African National Union (KANU) – l'union nationale africaine du Kenya, et le Kenya African Democratic Union (KADU) – l'union démocratique africaine du Kenya. Il s'agissait d'alliances de leaders politiques régionaux et ethniques qui avaient formé des mouvements politiques où ils avaient mobilisé les masses en vue de conquérir l'indépendance (36). Ce n'était pas la structure de la société coloniale qu'ils remettaient en question ; leur principal désaccord avec le colonialisme tenait en fait à la discrimination exercée aux niveaux politique, économique et social contre les africains. Si les africains pouvaient avoir voix au chapitre dans l'exercice du pouvoir, la majorité des responsables de partis du KANU et du KADU seraient satisfaits, comme les colons les plus éclairés l'avaient également prédit (33).

La KANU différait cependant de la KADU par sa composition interne. En effet elle était formée, entre autres, d'éléments appartenant aux mouvements de classe ouvrière indépendants des années quarante, et de nationalistes radicaux ayant participé à la révolte Mau Mau et ayant fait autrefois partie du Kenya African Union (KAU), qui avaient tous beaucoup plus de raisons d'en vouloir au colonialisme que les autres responsables de partis de classe moyenne ayant des aspirations bourgeoises compradors. Ces syndicalistes et nationalistes radicaux préconisaient par exemple l'adoption après l'indépendance d'une nouvelle politique, selon laquelle la terre serait distribuée gratuitement à ceux qui n'en avaient pas. Les compradors-enformation soutenaient, par contre, une distribution de la terre uniquement à ceux qui avaient les moyens de l'acquérir. Cette politique qui avait déjà été prônée par le Swynnerton Plan de 1954 et la East African Royal Commission de 1955 (34), fut agréée par le Capital financier international qui accorda des prêts à l'Etat néo-colonial en vue du rachat des terres aux colons blancs. Celles-ci devaient être morcelées puis vendues aux familles paysannes s'étant organisées en agglomérations après l'indépendance. Le succès de ce programme dans les années 60 a sérieusement entravé les nationalistes radicaux dans leurs tentatives de consolidation de leur assise dans le milieu paysan, ce qu'ils auraient pu faire en d'autres circonstances.

La politique étrangère constituait un autre domaine de la politique post-coloniale où des divergences apparaissaient entre les nationalistes radicaux et les compradors. Après avoir été une colonie britannique et avoir

accédé à l'indépendance, le Kenya désirait manifester plus ouvertement son indépendance en adoptant une politique de non-alignement plus agressive caractérisée par l'établissement de nombreux contacts économiques, politiques, culturels et sociaux tant avec les pays socialistes qu'avec les pays capitalistes. Du point de vue du développement économique, cette politique devrait être perçue comme une stratégie de diversification de sources extérieures d'investissement (au Kenya) et de renforcement de l'intervention de l'Etat dans le secteur économique. La nationalisation d'industries clés et de services d'action sociale fut également recommandée. En d'autres termes moins nuancés, les nationalistes radicaux soutenaient qu'un Gouvernement Kenyan post-colonial ne saurait servir les intérêts des masses Kenyannes s'il adoptait un système de développement capitaliste à part entière ; «il nous faut apprendre à nager dans les eaux socialistes» (35).

Les cris de socialisme et sa popularité en Afrique, à cette époque, offrirent aux compradors l'occasion de prendre les devants par rapport aux nationalistes radicaux et de déclarer dans un document gouvernemental intitulé le *Socialisme Africain et son application à la Planification au Kenya* (36), qui avait fait l'objet de beaucoup de publicité, que les politiques du KANU s'appuient sur le «Socialisme Africain». D'après la teneur de ce document, il était tout à fait évident que le KANU n'allait appliquer que les politiques économiques néo-coloniales se conformant aux accords passés dans le cadre de l'indépendance ; et rien d'autre. «L'ambassadeur américain avait parfaitement saisi la substance de ce Document de Conférence No. 10, dans son ensemble, et il l'avait résumé en déclarant que le document encourageait l'investissement privé et rejetait explicitement le Marxisme (37). Selon lui, l'américain Roscoe DRUMOND (qui avait visité le Kenya à l'époque) aurait écrit dans sa chronique que ce document se situait à mi-chemin entre la Great Society (Grande Société) de Lyndon Johnson et l'aile conservatrice du Socialisme Britannique» (38).

Mais cette 'néo-colonisation du socialisme' n'allait pouvoir se réaliser qu'une fois l'intégration des notables de partis du KADU aux rangs des compradors du KANU assurée ; ainsi l'influence des radicaux au niveau du parti et du gouvernement allait s'en trouver réduite. Rappelons que le KADU était formé de notables politiques originaires des prétendues 'tribus minoritaires' du Kenya. Ceux-ci craignaient surtout que la politique agraire du KANU n'aboutisse à la nationalisation des terres. Une telle politique avantagerait notamment les Kenyans des autres régions où le développement inégal, pendant l'ère coloniale, avait déjà créé des problèmes suite à la dépossession d'un grand nombre de Kenyans de leurs terres. Soutenus alors par les colons blancs qui désiraient affaiblir le pouvoir de négociation des nationalistes africains, ils parvinrent à former un front commun avec les colons à Lancaster et à faire voter une politique et un système régionaux de gouvernement, qui allaient protéger leurs intérêts fonciers et instituer le système de transmission de propriétés foncières entre individus, par les forces du marché. Dès que les compradors du KANU eurent manifesté leur soutien pour cette politique agraire, après l'indépendance, les notables du KADU prirent conscience de la communauté d'intérêts les liant aux compradors du KANU et de 'l'ennemi interne' contre lequel il fallait lutter : les radicaux.

En 1966, les radicaux furent expulsés de la coalition au pouvoir après une série de manœuvres politiques. Ils formèrent alors un parti d'opposition : le Kenya People's Union (KPU). Celui-ci tenta de mobiliser les masses populaires contre les politiques flagrantes de néo-colonialisme appliquées par le régime de KENYATTA, en s'appuyant surtout sur le processus électoral. Cependant, compte-tenu du fait que le régime était parvenu au pouvoir politique en adoptant la même stratégie, il n'allait pas rester inactif et se voir arracher le pouvoir par le KPU. Divers obstacles juridiques et constitutionnels furent placés sur le chemin du KPU pour empêcher la cristallisation du soutien politique, dont il jouissait auprès des masses populaires, en pouvoir politique au niveau des Conseils Locaux (Conseils Territoriaux et Municipaux) ou de l'Assemblée Nationale (39). Finalement, le parti fut banni et ses leaders incarcérés en 1969 (40).

De 1970 à 1978 (date à laquelle KENYATTA mourut) le régime de KENYATTA fut de plus en plus répressif. Après l'interdiction du KPU, les débats parlementaires constituèrent la seule voie d'expression de désaccord avec les politiques pratiquées par le régime. Un groupe de députés sans portefeuille essayèrent d'exploiter la situation au maximum, mais très souvent, leurs tentatives furent réduits à néant par les manœuvres secrètes du régime (41). J.M. KARIUKI, un Ministre Adjoint ayant des visées sur la présidence essaya également de faire du parlement une plateforme pour mobiliser les masses populaires opprimées contre les politiques agraires et autres politiques économiques du régime. Le populisme de KARIUKI provoqua l'acte le plus répressif du régime KENYATTA : KARIUKI fut mystérieusement assassiné en Mars 1975. Malgré la participation de certaines autorités gouvernementales à cet assassinat et l'enquête menée par le Parlement, personne ne fut traduit en justice. Au contraire les membres de la commission d'enquête nommée par le Parlement furent par la suite harcelés par le régime. Deux d'entre eux furent incarcérés sans procès alors qu'un autre était emprisonné pour avoir battu sa femme deux ans plus tôt (42). Après 1975, KENYATTA régna beaucoup plus par la terreur que son régime inspirait aux masses populaires, que par son autorité sur la société ou par l'hégémonie de son régime. L'espoir subsistait cependant chez les paysans que la situation allait changer après la mort du *Mzee* (vieux) ; alors pourquoi se presser pour un renversement de la situation !

Colin LEYS a tenté dans une analyse, d'établir une analogie entre le régime de KENYATTA et celui de BONAPARTE. Du point de vue de MARX, écrit Colin LEYS (43), la contradiction fondamentale dans la situation de Louis NAPOLEON «résidait dans le fait que le gouvernement, appareil d'Etat, ne dépendait théoriquement d'aucune classe, mais en pratique il ne pouvait se passer de l'appui des classes et ne pouvait, même s'il le désirait, empêcher ses politiques de promouvoir les intérêts de certaines classes. Le pouvoir politique de ces classes s'en trouvait renforcé et par voie de conséquence la liberté d'action de l'Etat était sapée. L'Etat devait donc constamment chercher à neutraliser le pouvoir politique des classes auxquelles il donnait de plus en plus de pouvoir économique».

La classe capitaliste Agikuyu représentée par le GEMA (44) était celle dont le régime de KENYATTA désirait promouvoir les intérêts plus que toute autre — du moins pendant l'existence du GEMA (1972-1978).

Cependant, la réalisation de cet objectif passait par un sérieux piétinement de la bourgeoisie internationale pour pouvoir se faire une place dans l'arène du Capital industriel et financier. Les tentatives entreprises à cet effet eurent peu de succès ; le régime de KENYATTA dut par conséquent se rabattre sur une «humiliation rituelle» du Capital étranger, dans ses déclarations, alors que dans ses actes (45), «il lui faisait pratiquement la cour». Naturellement le GEMA fut amené à favoriser ses intérêts en exploitant la seule classe sur laquelle il avait une autorité : le paysannat (46).

Le Bonapartisme, à mon avis, ne s'applique qu'à la première partie du règne de KENYATTA, c'est-à-dire de 1964 à 1970. Les actions de KENYATTA firent de lui un Napoléon Bonaparte. En effet, il sut opposer les fractions entre elles, faire croire à toutes les fractions formant la coalition au pouvoir que 'le vieux était capable de démêler toute situation complexe' (47) et il régna à une époque où la propriété privée continuait à s'étendre, tant au profit des classes moyennes que des paysans (48). Cependant, après 1970, le GEMA même fut la preuve tangible que des éléments du Capital national désiraient exercer *un contrôle beaucoup plus direct sur l'Etat* que le Bonapartisme de KENYATTA ne l'aurait permis. Désormais le phénomène décrit par FANON et désapprouvé par LEYS allait se déclencher (49). Il s'agissait, à mon avis, de l'édification d'un régime politique à partir d'un «pacte de domination», et non de Bonapartisme que LEYS estime être une notion beaucoup plus utile dans l'analyse des différentes phases du règne de KENYATTA. Par ailleurs, après 1970, le Kenya connut une évolution socio-économique très rapide, quasi-contraire au rythme de la montée des classes moyennes et des masses populaires dans les années 60. L'équipe spéciale d'experts de l'OIT taxa le développement économique du Kenya de «croissance non-assortie de redistribution» et requit l'adoption d'une autre politique qui favoriserait «la croissance accompagnée de redistribution» ; ce qui éviterait les conséquences socio-politiques des disparités de plus en plus flagrantes (50). Comme Colin LEYS lui-même l'exprime si bien (51), une amorce de redistribution du surplus social en lieu et place d'une accumulation de ce Capital nuirait, évidemment, aux intérêts des classes dominantes — et plus encore aux forces du GEMA. Mais le GEMA apprit la leçon que lui donnait l'OIT. Il lui fallait resserrer ses rangs davantage et se forger une protection hermétique contre toute dissension à l'endroit du régime.

Dans les années 70 le régime de KENYATTA prit donc l'allure d'un régime de conspirateurs et d'alliances par le sang, d'un régime gravitant autour de «Gatundu Court» (Cour du Roi) et de ses satellites : des membres de tribus, de représentants du pouvoir ethnique, des loyalistes de la bureaucratie étatique ; et dès que sa stabilité était menacée, le régime se livrait ouvertement au terrorisme (52). Le tribalisme mobilisé sous le leadership du GEMA devint un moyen efficace de créer un pacte de domination sous le régime de KENYATTA et les notables politiques ne jouèrent plus qu'un rôle secondaire dans les cercles concentriques du GEMA. Le premier élément de désordre offrant des possibilités de désintégration après la mort de KENYATTA était ainsi semé.

Au Parlement, un processus avait été déjà engagé pour substituer au GEMA dominant, une autre coalition qui dirigerait le pays après la mort de KENYATTA. En tête de ce mouvement se trouvaient quelques notables politiques faisant partie des capitalistes Agikuyu placés désormais au dernier rang des cercles concentriques dont le GEMA constituait le noyau. L'objectif visé était de jouer sur le tribalisme aux fins d'acquiescer le soutien de notables politiques appartenant aux autres régions et «nationalités» du Kenya ; il fut atteint. Le Vice-Président était un non-Kikuyu et la Loi en faisait le successeur légitime de KENYATTA. Cependant les forces du GEMA lui avaient prouvé leur antipathie en introduisant, les premiers, une demande «d'amendement à la constitution» pour empêcher le Vice-Président d'être le successeur automatique du Président. Une ligue de forces non-GEMA dirigée par le Procureur Général Charles NJONJO fit obstruction à cette requête à l'Assemblée Nationale. Une coalition se forma par conséquent autour de Daniel Arap MOI en vue de le soutenir si KENYATTA venait à mourir.

Comme je l'ai déjà soutenu ailleurs (53), KENYATTA mourut à une époque où toutes ces forces sociales luttant pour la présidence étaient frappées en quelque sorte de paralysie. La crainte d'émeutes et de désordre au cas où l'Etat se montrerait faible les conduisit à ne compter que sur le *Droit pour décider de la succession de KENYATTA*. MOI succéda donc à KENYATTA non pas tant à cause du profond respect éprouvé par la bourgeoisie comprador Kenyane pour le Droit et le Constitutionnalisme mais surtout parce que ces éléments (le Droit et le Constitutionnalisme) constituent les seules «forces sociales» – aussi impersonnelles qu'elles puissent paraître – à pouvoir protéger leurs intérêts collectifs bien que contradictoires. MOI était à peine devenu Président que ces forces sociales luttaient farouchement pour la Présidence et le GEMA affirmait maintenant qu'il ne fallait pas permettre à MOI «Président temporaire» de rester au pouvoir en permanence.

Le régime de MOI n'est donc pas devenu un régime Bonapartiste comme le prédisait LEYS ; au contraire. En vue d'étayer sa thèse bonapartiste, LEYS faisait l'affirmation suivante : «Ce que MARX considérait comme un phénomène purement passager et relativement bref peut, *dans certaines circonstances*, devenir une forme de gouvernement générique à la Périphérie capitaliste ; et un gouvernement bonapartiste reflète aussi bien la complexité des conflits en jeu que la difficulté croissante à les intégrer et à compter sur la suprématie des classes et non sur la force» (54). Compte tenu de la vacuité hégémonique des néo-colonies africaines et de la fin des «années d'expansion» (les années 60) où il était possible dans les limites du néo-colonialisme de satisfaire divers intérêts de classes, les «certaines circonstances» que LEYS mentionnait pourraient ne plus s'appliquer à la majorité des néo-colonies de l'Afrique au Sud du Sahara, je le crains.

Le flirt de MOI avec le populisme – sa tentative de satisfaire «le peuple» – ne fit pas long feu. Il enragea en fait les agents, c'est-à-dire les fonctionnaires, qui devaient traduire en actions les paroles de MOI. MOI crut voir dans la réserve des fonctionnaires à agir un signe de sabotage. En fait l'état néo-colonial était tout simplement essoufflé, comme la Banque Mondiale en a fait l'observation à tous les pays africains ; une réduction de

la majorité de ses engagements publics s'imposait (55). Après avoir traité les agents de la fonction publique de saboteurs, MOI alla jusqu'à empêcher le «peuple» même qu'il essayait de servir, de se poser des questions sur les échecs de ses promesses et de son régime. L'interdiction des syndicats et les contraintes imposées à la politique des groupes de pression freinèrent encore plus les travailleurs dans leur poursuite d'intérêts syndicalistes. En fin de compte tout dissentiment était interprété comme étant de la sédition ou de la trahison ; ce qui aboutit à la détention de politiciens populistes et au procès pour sédition de professeurs d'université qui avaient eu à émettre des points de vue critiques (56). La tentative de coup d'état de l'armée eut lieu à une époque où les conflits internes du pacte de domination de MOI brisaient manifestement ce pacte. Je ne sais, quant à moi, si une réconciliation a été effectuée au niveau du pacte ou si les événements actuels ne sont qu'une répétition de la farce antérieure, qui pourraient mener cette fois les *dramatis personae* à on ne sait encore quel drame.

NOTES

1. Voir Perry Anderson, *Considerations on Western Marxism* (London, 1976).
2. Voir, par exemple, Umberto Cerroni, Valentino Gerratana, Pietro Ingrao, Giuseppe Vacca, *et al.* dans *Il Marxismo et lo Stato (Mondoperaio, 1976)*. Je remercie Flavio Saraiva de m'avoir fait cette observation et d'avoir relevé les points pertinents.
3. H. Alavi, «The State in Post-Colonial Societies: Pakistan and Bangladesh», *New Left Review*, (July–August 1972), 59–82.
4. Voir, par exemple, B. Moore, *The Social Origins of Dictatorship and Democracy* (London, 1967).
5. R. Miliband, *Marxism and Politics* (London, 1977), 108.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*, voir aussi Anyang' Nyong'o 'Introduction' to «Kenya: The Agrarian Question», *Review of African Political Economy* (January–April 1981).
8. Miliband, *op. cit.*
Kwame Amoa ajoute cependant que : «Les considérations d'ordre géo-politique doivent intervenir à ce niveau car ce qui est vrai de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique Australe et de l'Afrique Centrale ne l'est pas nécessairement de l'Afrique de l'Ouest et du Nord. Il existe, j'en suis convaincu, plus de «grandes entreprises étrangères» dans tous les secteurs d'activité de l'Afrique Centrale et Australe que dans ceux de l'Afrique de l'Ouest où l'on peut trouver des classes sociales dominantes indigènes (observations relatives au document).
9. Anyang' Nyong'o *op. cit.*
10. Tiré de commentaires de Samir Amin sur une version antérieure de ce document. Les observations faites dans ce paragraphe résument en fait les points saillants d'une lettre que Samir Amin m'a adressée.
11. Tiré d'observations faites par Kwame Amoa sur une des premières versions de ce document. J'ai retenu un grand nombre de ses remarques. Toute autre référence ultérieure à Amoa paraîtra sous la forme suivante : «Amoa: Observations».
12. Voir Colin Leys, «The 'Overdeveloped' Post Colonial State: A Re-Evaluation», *Review of African Political Economy* (January–April 1976), 39–48.

13. Ces Capitalistes locaux ont la possibilité, par exemple, de lancer unilatéralement des projets en vue de s'enrichir, d'accumuler du Capital, de préserver leur pouvoir politique, et ils essaient même parfois de saper l'influence de la (des) bourgeoisie(s) étrangère(s) lorsqu'ils en ont l'occasion. C'est la thèse soutenue en fait par Steven Langdon dans «The State and Capitalism in Kenya», 8 *Review of African Political Economy* (January–April 1977), 90–98. Cependant, note Kwame Amoa (Voir «Comments»), cette 'autonomie relative' offre une échappatoire – dans le contexte néo-colonial – permettant à des différences de se glisser entre les bourgeoisies périphériques du Brésil, de l'Argentine et du Mexique. En Afrique l'on peut également noter ces différences. Cependant, les limites imposées ici par l'histoire du néo-colonialisme réduisent ces différences à tel point que leur importance n'apparaît qu'au niveau de l'ampleur des fonds étrangers qui y sont investis et de l'importance que les bourgeoisies métropolitaines attachent à chaque néo-colonie. En Afrique très peu de «bourgeoisies nationales» naissent par rapport aux «bourgeoisies compradors». Seule une rupture totale avec le néo-colonialisme peut faire avancer davantage le progrès social ; ce qui implique une révolution socialiste. Mais affirme Amoa, «les sciences sociales progressistes doivent viser la rupture totale tout en reconnaissant que les bourgeoisies nationales sont préférables aux bourgeoisies locales. Au cas où la rupture totale serait impossible à court terme il nous faudrait envisager des moyens pour exploiter les contradictions entre le Capital et les bourgeoisies locales de façon à transformer celles-ci en bourgeoisies nationales. La possibilité ou l'impossibilité d'engager un tel processus pourrait faire l'objet de débats.
14. Voir par exemple, J. Saul, «The Unsteady State: Uganda, Obote and General Amin», 4 *Review of African Political Economy* (January–April, 1975), 12–38; J. Marshall, «The State of Ambivalence : Right and Left Options in Ghana», *Ibid.*; M. Von Freyhold, «The Post-Colonial State and Its Tanzanian Version», 8 *Review of African Political Economy* (January–April 1977), 75–89.
15. Langdom, *op. cit.*
16. N. Poulantzas, *Pouvoir Politique et Classes Sociales* (Paris, 1975), 145.
17. Voir par exemple, R. Lane, *Political Ideology : Why the American Man Believes What He Does* (New York, 1961).
18. Colin Leys, *Underdevelopment in Kenya: The Political Economy of Neo-colonialism* (Berkeley and Los Angeles, 1974).
19. Voir Kwame Nkrumah, *Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism* (London, 1965). Voir aussi Jack Wodis, *An Introduction to Neo-Colonialism*, (New York, 1967).
20. Leys, *op. cit.*, p. 27.
21. *Ibid.*
22. G. Kay, *Development and Underdevelopment : A Marxist Analysis*, (London, 1975).
23. Nicola Swainson, «Company Formation in Kenya Before 1945 with Particular Reference to the Role of Foreign Capital», dans R. Kaplinsky (ed.), *Readings on the Multinational Corporation in Kenya*, (Nairobi, New York and Oxford, 1978), 22–95.
24. Lord Hailey, *An African Survey: A Study of Problems Arising in Africa South of the Sahara* (London, 1939). Voir aussi M. P. Cowen, «The British State, State Enterprise and an Indigenous Bourgeoisie in Kenya after 1945», in P. Lubeck (ed.), *The African Bourgeoisie: Kenya, Nigeria and Ivory Coast* (forthcoming).

25. Voir par exemple, Leys, *op. cit.* ; E. A. Brett, *Colonialism and Underdevelopment in East Africa, the Politics of Economic Change, 1919-1939* (Nairobi, 1973).
26. Voir par exemple, R. Van Zwanenberg, *Colonial Capitalism and Labour in Kenya, 1919-1939*, (Nairobi, 1975).
27. Voir par exemple, James Fox, *White Mischief: the Murder of Lord Erroll*, (New York, 1982).
28. Voir Nicola Swainson, *The Development of Corporate Capitalism in Kenya, 1918-1977*, (Berkeley and Los Angeles, 1980).
29. Swainson, «Company Formation».
30. Voir par exemple, *Inquiry into the General Economy of Farming in the Highlands* (The Troup Report), 1953 ; «The Beecher Report» – An inquiry into the Conditions of African Education in Kenya – 1954 ; 'The Swynnerton Report', *A Plan to intensify the Development of African Agriculture in Kenya, 1955* ; *The East African Royal Commission, 1953-55* ; Voir aussi la discussion de l' «East African Royal Commission, 1953-55 Report» dans *The East African Economics Review*, (January 1956), 94-152.
31. Leys, *Underdevelopment in Kenya*.
32. T.J. Mboya dans son autobiographie, *Freedom and After*, (London, 1964) fait une description très précise de leur objectif majeur dans KANU lorsqu'ils avaient mobilisé des populations appartenant à diverses classes sociales aux fins de «conquérir *Uhuru* – la liberté».
33. Derek Erskine, un colon blanc, travailla en collaboration étroite avec Kenyatta. Un parti «libéral» de colons appelé : The New Kenya Party, dirigé par Michael Blundell recommanda la «collaboration avec les africains modérés». Colin Leys s'appesantit sur le fait que les colons cherchaient surtout à obtenir un bon prix pour leurs fermes ; dès qu'ils parvenaient à leurs fins, ils étaient prêts à quitter le Kenya ou à re-placer leur capital dans le secteur industriel à condition que le nouveau gouvernement respecte la propriété privée ; ce que Kenyatta fit religieusement.
34. Voir la note 30.
35. Tiré d'un discours prononcé en 1965 par le Vice-Président du Kenya de cette époque, en présence des élèves du Alliance High School. Jaramogi Oginga Odinga le Vice-Président démissionna de son poste pour prendre la tête du parti d'opposition, le Kenya People's Union en 1966. Les points soulevés par les nationalistes radicaux contre le régime de Kenyatta se retrouvent, pour la plupart, dans son autobiographie : *Not Yet Uhuru* (London, 1967).
36. Government Printer, Nairobi, 1965.
37. Leys, *op. cit.*, p. 223.
38. W. Attwood, *The Reds and the Blacks* (London, 1967), 247. Quoted in Leys, *op. cit.*
39. Leys, Ch. 7 ; Voir aussi Odinga, *Not Yet Uhuru* and S. Mueller, «Political Parties in Kenya; Patterns of Opposition and Dissent, 1919-1979», (Princeton University, 1972).
40. Oginga Odinga et ses collègues furent incarcérés, suite aux émeutes ayant éclaté au cours de la visite de Kenyatta à Kisumu où il s'était rendu pour inaugurer le New Nyanga General Hospital. L'organisation des émeutes fut imputée aux leaders du KPU. Mais en fait des témoins dignes de foi auraient constaté qu'à son arrivée à Kisumu, Kenyatta était «d'humeur agressive». Son discours provocateur lors de la cérémonie d'ouverture créa sans doute de 'l'excitation' dans la foule. Ce n'était pourtant pas une raison valable pour ouvrir le feu et tuer près de 9 personnes sans oublier 70 autres blessées.

41. Le régime recourait à divers stratagèmes. Soit il annulait les crédits déjà accordés par l'Etat aux députés sans portefeuille ne mâchant pas leurs mots, soit il ne leur accordait plus d'autorisation pour tenir des réunions dans leurs circonscriptions électorales et, ils se voyaient par conséquent retirer l'autorisation de se présenter aux Elections Générales en qualité de candidats de partis.
42. Les deux députés emprisonnés furent : Martin Shikuku et le feu J.M. Seroney. Celui qui fut incarcéré pour avoir porté des coups à sa femme deux ans plus tôt est Mark Mwithaga de Nakuru.
43. Leys, *Underdevelopment in Kenya*, p. 207.
44. GEMA = Gikuyu Embu and Meru Association.
45. Leys, *op. cit.*, p. 208.
46. Voir par exemple, Ngugi wa Thiong'o *Detained: A Writer's Prison Diaries* (Nairobi, 1981) and *Devil on the Cross* (London and Nairobi, 1982).
47. Voir par exemple Leys, *Underdevelopment in Kenya*, p. 57.
48. *Ibid.*, pp. 63-169.
49. *Ibid.*, pp. 209-210.
50. International Labour Organization, *Employment, Incomes and Equality: A Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya*, (Geneva, 1972).
51. Leys, *op. cit.*, pp. 258-271.
52. 'La Prestation de Serment', pratique courante, après l'assassinat de Tom Mboya en Juillet 1969, et qui connut l'échec après l'assassinat de J.M. Kariuku en 1975 doit être perçue comme technique d'intimidation par la peur'. L'on força les Kikuyus à se rendre chez (Gatundu) Kenyatta pour prêter serment - par le sang. Ils étaient donc obligés de protéger le drapeau du Kenya contre toute tentative de l'enlever à la 'House of Mumbi'; Mumbi étant la première mère mythologique ou réelle de tous les Agikuyus. Les masses populaires Agikuyu résistèrent à cette prestation de serment ; cependant Kenyatta et sa Cour disposaient de l'Appareil d'Etat dont ils pouvaient faire usage contre eux. Après la prestation, la honte et la peur empêchaient les individus d'entreprendre des actions nuisibles aux politiques de Kenyatta. Ceci ne paraît pas être, à mon sens, une technique dont un Bonaparte «relativement indépendant» se servirait pour 'équilibrer les forces sociales'. La comparaison et l'image sont un peu trop poussées ici par Colin Leys.
53. Voir Anyang' Nyong'o, «Succession et Héritage politiques : Le Président, l'Etat et le Capital après la mort de Jomo Kenyatta», *Politique Africaine I* (3) (Septembre 1981), p. 7-25.
54. Leys, *op. cit.*, p. 211.
55. Voir par exemple, World Bank, *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action* (Washington, 1981).
56. Pour une étude beaucoup plus récente de la nature de la répression politique au Kenya, voir : «Kenya: The Politics of Repression», *Race and Class XXIV*, 3 (Winter 1983).

SUMMARY

Marxist literature on theories of the state has been in resurgence since the early seventies. With regard to Africa, a great deal of attention has been focused on «the post-colonial state» ever since the publication of Hamza ALAVI's essay in the New Left Review (July/August 1972) on «The State in Post-Colonial Societies: Pakistan and Bangladesh». ALAVI focused on the character of ruling classes in post-colonial societies, their historical evolution, their relationship to the metropolitan bourgeoisie and their interactions with the state. The weak and underdeveloped bourgeoisie finds itself unable to use the overdeveloped colonial state apparatus in its own interests or in the national interest. Instead, it must content itself with governing under the hegemony of the metropolitan bourgeoisie. This is a structural and historical limitation to the actions of the bourgeoisie in post-colonial societies; it says nothing about its incredulity, lack of vision, corruptness, etc., which FANON heaped on it.

While ALAVI's hypotheses have been useful in analysing post-colonial states in various African situations, we find it more perceptive to conceptualize the state in post-colonial societies as a variant of the capitalist state. The modern state in Africa, it is argued in this paper, is a capitalist state of a neo-colonial variety. It has institutions, apparatuses, processes and ideology that defend and reproduce the capitalist social order under its neo-colonial conditions. As a capitalist state, it is a phenomenon that has its effects within a specific territory called the nation-state. In theory, the state is independent of the interests of any particular individual and appears to represent the interest of the nation as a whole. In practice, it protects the interests of the economically dominant classes who are capable of using state power to change the legal order and, hence, redefine what the state should defend as a law.

The manner in which a particular ruling class forms its own domination and rules politically defines the kind of regime that exists in a particular post-colonial society. Thus, while the very structure of the neo-colonial state will put limits to the actions of the ruling classes as laid out by ALAVI, the specificity of every historical situation and the class struggles going on in such situations will define the kinds of regimes that may emerge from time to time. The general weakness of the bourgeoisies in post-colonial societies makes it difficult for them, however, to develop hegemonic ideologies for their rule in such societies. The general tendency, therefore, is the development of disjunctures between the supposedly legitimating ideologies and the concrete socio-economic realities in Africa's post-colonies. The end result is a general gap between the ruling class and the masses, a gap generally filled by dictatorships of various sorts or regimes of pacts of domination.

This essay is essentially exploratory. The author is conscious of the fact that several ideas here are still «primitive»; they may need to be developed as a result of feedbacks from readers. That kind of interaction and exchange of ideas is, in the final analysis, the aim of Africa Development.